

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20119 - 77ÈME ANNÉE

Remettre en cause un système source de nombreuses souffrances quotidiennes

Présidentielle : lutter contre la vie chère en écoutant les Outre-mer

Comme les autres départements d'outre-mer, La Réunion est confrontée à un chômage de masse depuis des décennies. A cela s'ajoute un autre problème, celui de la vie chère. C'est là aussi la conséquence de politiques mises en œuvre depuis Paris avec des adaptations à la marge qui ne sont insuffisantes pour faire face à la situation. Cette double peine, subie en particulier par les plus démunis, nourrit l'abstentionnisme et le vote pour des candidats ayant une posture protestataire.

Hier, la FRBTP a expliqué des conséquences de la crise internationale sur ce secteur. Depuis 12 mois, le prix de l'aluminium a augmenté de 80 %, celui de l'acier de 50 %. Cette hausse a forcément un impact sur le coût de la construction, alors que des dizaines de milliers de familles ont besoin d'un logement décent, ce qui signifie des investissements dans des matériaux de construction bien plus coûteux.

Pendant ce temps, la ruée vers l'huile de tournesol se poursuit. Faute de blocage des prix, celui de ce produit de première nécessité pourrait s'envoler et pénaliser non seulement les familles, mais aussi toutes les petites entreprises de restauration.

Pour leur part, les agriculteurs sont confrontés depuis l'année dernière à une forte hausse des prix des intrants indispensables à la production locale. Ceci a un impact sur la trésorerie de nombreuses exploitations agricoles, et contribue aussi à la hausse des prix. Enfin, les carburants et le gaz ont connu d'importantes augmentations malgré un prix plafond. Ce n'est que parce que les taxes perçues par les collectivités sont moins importantes qu'en France que les prix à La Réunion n'atteignent pas les mêmes sommets.

Les conditions de la vie chère sont réunies

Depuis un demi-siècle, la succession des lois de pro-

gramme, d'orientation et autres textes sur l'outre-mer décidés depuis Paris n'ont pas permis de régler le problème du chômage. Dans le même temps, l'intégration de La Réunion à l'Europe est devenue plus étroite. 75 % des importations, dont de nombreux produits de première nécessité, viennent d'Europe. Compte tenu de notre éloignement de cette source principale d'approvisionnement et du nombre réduit des acteurs, ce système pousse structurellement à des prix élevés.

De plus, l'Europe est à 10.000 kilomètres et il suffit qu'une crise déstabilise le commerce international pour que l'approvisionnement de La Réunion soit perturbé en raison des hausses des prix des matières premières et du fret maritime.

Les conditions sont donc réunies pour que le coût de la vie soit plus cher qu'en France, alors que le SMIC, les retraites et les minima sociaux sont identiques à ceux de la France, car calculés en fonction de la situation économique à 10.000 kilomètres de La Réunion. La pénurie d'emploi qui dure depuis un demi-siècle, fait dépendre une grande partie de la population de ces salaires et prestations sociales qui ne sont pas en rapport avec le coût de la vie. La grande précarité et le coût excessif de la vie nourrissent l'abstentionnisme et le vote pour des candidats ayant une posture protestataire. Le système politique français place l'élection présidentielle au centre, avec pour conséquence une division des Réunionnais entre des personnalités pour qui l'outre-mer ne peut être une priorité, à moins que le scrutin soit si serré que les anciennes colonies puissent influencer sur le résultat de l'élection.

La vie chère principale cause des mouvements sociaux

Hier, la visite du Premier ministre en campagne électorale a montré que nous sommes dans ce cas de figure. C'est le moment ou jamais pour Paris d'écouter l'appel des outre-mer.

Les mouvements sociaux de 2009 et de 2017 avait la même origine : le ras-le-bol de la vie chère. Cette question des prix impose une remise à plat, ce qui suppose la transparence. Or, les résistances sont tenaces. L'Observatoire des prix et des revenus est une initiative du député Elie Hoarau en 2000, son amendement fut voté malgré l'avis négatif du gouvernement. Il a fallu ensuite attendre plusieurs années la publication du décret d'application créant cet Observatoire. Malgré un manque manifeste de moyens, chacun de ses rapports démontre d'importants abus dans la formation de prix à La Réunion, en raison de marges excessives.

A La Réunion et dans les Outre-mer, la question des prix a une importance encore plus grande qu'en France compte tenu d'un coût de la vie déjà plus élevé qu'à Paris, et d'une part beaucoup plus importante de la population contrainte de vivre avec des minima sociaux, des bas salaires ou des retraites modestes.

**L'État doit être au service
des victimes de la vie chère**

Mais cette question est trop souvent étouffée par la prédominance de débats importés en décalage avec la situation réelle de La Réunion, avec pour conséquence la montée du sentiment d'abandon de la part des victimes de la crise. Elles considèrent que leurs problèmes n'ont pas l'attention qu'ils méritent. Pas étonnant alors que l'abstentionnisme aux élections progresse.

Devant le constat d'échec des différents textes votés à Paris pour régler cette question, pourquoi ne faire de la transparence sur les prix une priorité essentielle de l'État ? Pourquoi ne pas écouter et mettre en œuvre les propositions des victimes de cette situation ?

L'État deviendrait alors un accompagnateur de forces vives encouragées à prendre des responsabilités afin d'agir dans l'intérêt de leur peuple, un peuple dont elles connaissent la situation de crise extrême qu'il subit, et qui ne veut plus voir ses souffrances se prolonger encore 5 années supplémentaires.

M.M.

Remettre en cause un système source de nombreuses souffrances quotidiennes

Forte augmentation des prix pour la fourniture des cantines à Saint-Paul

Lors du Conseil municipal tenu ce 14 avril à Saint-Paul, les élus ont alerté sur l'augmentation importante des prix pour approvisionner les cantines scolaires et ont voté une motion pour interpeller l'État.

Le contexte économique pèse lourdement sur les ménages Réunionnais mais aussi sur les finances des collectivités. La production locale a été fortement touchée par les épisodes cycloniques ou de fortes pluies. L'indice des prix à la consommation a bondi de 3,3 % en 2021 dans l'île.

À Saint-Paul, cette flambée touche aussi les marchés d'approvisionnement de la restauration scolaire

(+109 % sur les pâtes, +10 % sur l'ail sec, + 24 % sur les viandes surgelées...).

Saint-Paul interpelle l'État sur cette situation préoccupante. C'est le sens de la motion adoptée pour alerter les autorités.

« La Ville est la première commune de l'île à le faire. La Municipalité propose la création d'un dispositif à l'image du bouclier qualité-prix pour les collectivités. Un courrier sera envoyé à l'ADMR. Nous devons trouver collectivement des solutions rapides pour amortir les conséquences locales liées aux marchés internationaux », indique le communiqué de la Mairie de Saint-Paul.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Education

3e congrès de la CGTR éduc'action : Respecter les individus et la législation

Ce mardi 12 avril se déroulait le 3e congrès de la CGTR éduc'action. Cette section de la CGTR regroupe une large catégorie de travailleur de cette profession. Étaient présents ce jour, des professeurs agrégés, des agents administratifs, des agents contractuels, des certifiés, PE et représentants de l'université. D'autres syndicats étaient représentés (Sud éducation et SAIPER) ainsi que la MGEN, mutuelle des enseignants.

Ce congrès de la CGTR éduc'action arrive juste après la visite, il y a une semaine, de Mme Buisson, responsable au niveau national, aux côtés de Philippe Martinez secrétaire général de la CGT.

C'est Joël De Palmas qui a ouvert la séance. Il a bien sûr commencé par saluer l'ancien secrétaire général Patrick Corré qui n'avait pas pu être présent.

Il a rappelé le rôle important que jouait un syndicat, et a fait l'inventaire de ses missions : présence dans les instances (au moins 2 réunions par semaine au rectorat par exemple), suivi des dossiers, conseils, action de formation... et surtout veiller au respect des droits des travailleurs.

Le vote des résolutions a donné lieu à de nombreuses discussions ouvertes, mais elles ont été votées en grande majorité à l'unanimité. Parmi les sujets abordés on retrouvait celui du lien avec les autres syndicats, le handicap, le calendrier scolaire où on revendique la mise en place d'une large concertation,

le salaire, la retraite,...

Enfin, les travaux se clôturaient par l'intervention de Jacques Bhugon, secrétaire général de la CGTR, et le vote du nouveau bureau qui a confié à Joël de Palmas la direction de l'organisation.

Il était particulièrement intéressant d'entendre le rapport sur la retraite. En effet, nous entendons régulièrement que pour faire face au problème de la paye des pensions, il n'y a que 3 solutions : augmenter l'âge de la retraite, augmenter les cotisations, diminuer le montant des pensions.

Or personne ne prend en compte que le problème des pensions de retraite est issu de la période du « baby boom », période datant des années 60, et qui a vu une explosion des naissances doublée d'une nette diminution du taux de mortalité. Mais depuis quelques années la tendance s'inverse, la courbe des naissances diminue continuellement. Par exemple, à La Réunion, cette année les effectifs d'élèves de 6e ont diminué de 600 environ, au lycée c'était 700. Ainsi le problème actuel des retraites s'estompera peu à peu au cours des 20 prochaines et au lieu de vouloir changer durablement un système équilibré, pour faire face à une situation ponctuelle, les cgtistes suggèrent plutôt que un emprunt d'État, par exemple. Cela permettra de régler l'urgence sans sacrifier l'avenir.

Le COMESA travaille à l'intégration d'une industrie pour 500 millions d'habitants

Des experts de l'industrie de la région du COMESA se réunissent cette semaine pour examiner un document conceptuel sur le renforcement de l'intégration industrielle dans la région. Cette initiative vise à atteindre une intégration industrielle complète en tenant compte des programmes continentaux tels que la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) et l'initiative "Made in Africa" du gouvernement égyptien.

Le concept devrait fournir une feuille de route pour la mise en œuvre de la stratégie industrielle du COMESA et de son plan d'action, que les États membres se sont engagés à intégrer dans leurs plans nationaux de développement industriel pour la mise en œuvre.

Cette information rappelle que pendant que La

Réunion reste tournée exclusivement vers l'Europe distante de 10.000 kilomètres, ses voisins s'organisent. Le COMESA est un ensemble qui compte déjà près de 500 millions d'habitants, c'est plus que l'Union européenne. Le COMESA veut développer l'industrie de ces pays membres en oeuvrant à l'intégration plutôt qu'à la concurrence entre les pays de son organisation.

Si ce projet est mené à bien, c'est une puissance industrielle considérable qui sera aux portes de La Réunion. Notre île va-t-elle continuer à s'enfermer dans une relation quasi-exclusive avec l'Union européenne ? L'avenir n'est-il pas plutôt dans le développement des relations avec nos voisins au travers du co-développement régional ?

Oté

Zardinyé-ékrivèr : Rényoné amouré d'son lang kréol rényoné

Mézami, mon bande dalon, yèr kan Témoignages la mète mon modékri dsu facebook, néna in moune la marke sak zot i pé lire an dsou. Quenedi Jeancharles PM : « Svp fr il faut tradiser en français ou en anglais »

D'ote moune la donn ali rézon. Donk mi kroi i fo mi éspliche... Mé oila, mi sava éspliche dann la lang kréol rényoné. Pou kossa pa dann la lang bande franssé ? Lé sinp, sé pars kan mwïn la pran la rolève in dalon zordi la fine déssote la vi - nora dissètan moi d'novanb ki vien - lété pou ékri dann kréol rényoné pa pou ékri dann la lang bande franssé. In n'ot langajman : mi konsèrv lo signatire Justin pars lété signatir dann zoinal Témoignages dopi omoïnss 45 zané.

L'ariv amwin déza ékri dann noute dê lang, dann franssé épi dann kréol, dann in kronik téi apèl zarboutan noute kultur. Mwïn la fé sa pars l'avé domande amwin in kronik dann la lang bande franssé é mwïn la domande k'i mète ossi in tèks dann la lang kréol rényoné. L'avé poin d'problème konssyans pou mwïn, mé pou Oté la pa parèye. Mi oi sa, konm in défanss épi in lilistrassion la lang kréol rényoné, zour pou zour, pyé a pyé é si Bondyé i fèrme pa mon zyé tro bonèrè m'a kontinyé fé konmsa.

Rantre nou, si mi ékri an kréol é si mi tradui an franssé, konbien rante bande léktèr v'alé dirèk dsi lo franssé é va borde lo kréol, Labitide sé in dézyème natire.

Antansyon, mi kroi pa mwïn toussèl mi pé mète anlèr noute lang kréol rényoné mé mwïn lé pa toussèl biensir : néna lo katrovin pour san anparmi bande rényoné i gingn koze noute lang, néna bande moune i aménaze la lang zour pou zour, bande parolère, bande

parabolère, toussa bande moune koté la boutik i zoué avèk lo bande mo noute lang kréol, néna bande zamotrèr, néna bande zékrivèr. Néna toute sak i mète noute lang kréol rényoné anlèr. Tanpi pou sak i panss noute lang lé dèstiné mor la boush rouvèr.

Bin alor, mi pouré arété, lèss lézote fèr ? Pou linstan mi arête pa é si v'ariv lo zour mi arête, mi souète néna inn-sansa plizyèr - pou ropran lo drapo. Lo drapo d'in moune k'i travaye konm i travaye avèk la grate - fangok si zot i vé - li grate in pti karé zordi, in n'ote domin, épi li arvien dsi pars zèrb - mové zèrb - la fine pouss déyèr son do-zardinyé ékrivèr, sé konmsa ké mi oi sak mi fé. I mérite pa la léjyon d'onèr, mé ki ki di sa sé mon bite dan la vi ? Si i done amwin in zour lo titre zarboutan noute kiltir rényonèze é si pou parin mi trouv toute sak i fé ké la kltir rényonèze i fléri, i done frui, i done lo grin épi lo grin i zèrm é i done in gayar zardin kréol. Mi di pa non mé mi domande pa non pli.

Mézami, mi pé dire azot si in zour mi san mwïn néna in for lanvi ékri in gayar tèks dann la lang franssé, mi di pa zot m'a kass mon klavyé plito k'ékri. Mi di pa zot mwïn nora pèr trayi noute lang kréol rényoné pars o fon èl i koné koman mi yème aèl é mi koné dann mon fon d'kèr koman èl i ème amwin. Sa inl'amour d'néssans é lé pa paré pou arété.

Médame, Méssyé, la sossyété sak mwïn la marke an-o la, lé pa mon téstaman konm zot i konpran, mé sinplomman sak mwïn néna dann kèr zordi é mi tienbo de dir azot. Mi tienbo partaze sa avèk zot. Ni artrouv pli d'van, sipétadyé.

Justin